



HAL
open science

Transformations historiques des agricultures autour de Quito en Equateur : entre diversités et permanences

Pierre Gasselin

► **To cite this version:**

Pierre Gasselin. Transformations historiques des agricultures autour de Quito en Equateur : entre diversités et permanences. 4. Entretiens du Pradel : Agronomes et diversité des agricultures, Académie d'Agriculture de France (AAF). Paris, FRA., Sep 2006, Mirabel, France. 10 p. hal-02814752

HAL Id: hal-02814752

<https://hal.inrae.fr/hal-02814752>

Submitted on 6 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Transformations historiques des agricultures autour de Quito en Equateur : entre diversités et permanences

P. Gasselin, INRA, UMR Innovation

Communication aux Entretiens du Pradel, 4^e édition « Agronomes et diversité des agricultures », 14-15 septembre 2006, Mirabel.

Souhaiter étudier « *la diversité des agricultures* » suppose d'avoir au préalable établi la conception que l'on a de l'agriculture et la question à laquelle on souhaite répondre afin de choisir les catégories pertinentes. Je me suis intéressé à l'agriculture au travers de la définition que Marcel Mazoyer et Laurence Roudard en donnent dans leur ouvrage de 1997. Ma question initiale, traitée pour l'essentiel lors de ma recherche doctorale entre 1997 et 2000, était de décrire et de comprendre les processus par lesquels une agriculture d'exportation très intensive en capital, main d'œuvre et intrants, telle la production de fleurs fraîches coupées de climat tempéré, s'est rapidement développée sur des structures latifundiaires autour de Quito en Equateur dans les années 1990, simultanément au maintien et aux mutations d'une agriculture familiale manuelle.

La diversité peut être saisie par la catégorisation de multiples entités ou concepts mobilisés pour décrire et comprendre les réalités agricoles : diversité des milieux et des modes d'artificialisation, diversité des productions, des exploitations agricoles, des organisations et des relations sociales, diversité des acteurs et de leurs activités, de leurs représentations, de leurs statuts, de leurs pratiques techniques et de leurs résultats technico-économique, etc.

C'est en particulier par l'examen de la différenciation historique des systèmes de production que je me suis attaché à caractériser la diversité des agricultures dans un territoire de 6700 km² des Andes septentrionales placé sous l'emprise d'une métropole de plus d'un million cinq cent mille habitants. Parmi les enjeux de connaissance de la diversité qui ont motivé mon étude, j'en retiendrai quatre, dont certains ont été ré-examinés lors du séminaire de la SFER à Lille en décembre 2004 :

- Répondre à l'exigence intellectuelle qui vise à réduire la complexité du réel pour le rendre saisissable par l'esprit, et ainsi discerner des régularités, des invariants au sein d'une diversité qu'il faut donc au préalable avoir décrit de façon organisée.
- Repérer les signaux faibles, les innovations techniques et/ou organisationnelles émergentes, pour mieux les connaître, en comprendre la genèse, le développement et mieux les accompagner.
- Transformer cette diversité par des instruments de régulation et d'appui acceptés et efficaces en fonctions des contraintes et des opportunités des diverses agricultures, ce qui oblige à reconnaître une certaine différenciation socio-économique, technique et spatiale pour être au plus près des logiques, stratégies et pratiques des acteurs.
- Résister à une certaine vision normative ou simplificatrice de la réalité, parfois sous-tendue par des enjeux de nature idéologique qui font des représentations homogénéisantes un instrument de pouvoir et d'exclusion.

Après avoir présenté brièvement la problématique, le matériel et les méthodes de ce travail, je construirai mon exposé en trois parties avant d'examiner en conclusion les caractéristiques de la diversité des agricultures ainsi étudiées. Je m'attacherai dans un premier temps à préciser les conditions du développement de la floriculture, puis j'expliquerai les racines historiques de la dualité sociale avant d'analyser le clivage contemporain entre des paysans doubles actifs et des producteurs capitalistes.

Problématique

L'analyse de la construction historique du système agraire et des modalités de gestion des ressources m'a conduit à travailler sur l'hypothèse d'une certaine persistance de la dualité sociale de cette agriculture andine. Des paysans pluriactifs organisés en communautés cultivent aujourd'hui des productions vivrières, sur les parcelles de leur petite exploitation, équipés d'outils manuels ou d'araies, et louent simultanément leur force de travail à des investisseurs dans des unités de production parfois organisées en holding financiers internationaux, qui immobilisent jusqu'à 350.000 dollars par hectare, emploient entre 8 et 18 travailleurs par hectare, et dont la production de fleurs, de brocoli ou d'asperge, forte consommatrice d'intrants chimiques, est vendue aux populations des pays riches.

Les diverses exploitations de la région périphérique de Quito présentent aujourd'hui, sur un petit territoire, des écarts de résultats économiques qui s'apparentent à ceux que l'on peut observer entre les agricultures les plus intensives du monde et les paysanneries les plus pauvres, avec des rapports de productivités du travail mesurés dans un rapport de 1 à 200. Mais les oppositions et complémentarités économiques, sociales et politiques entre les groupes d'individus engagés dans la production agricole de la région ne datent pas d'aujourd'hui. Il est possible de reconnaître à travers l'histoire une certaine filiation des groupes dominés et des groupes dominants, et ce, depuis le XVI^e siècle. Cette rémanence de la dualité sociale à travers l'histoire s'observe à chacun des mouvements de la construction agraire, quels que soient les modes de mise en valeur de l'écosystème, les régimes politiques, les formes de rapports de production, les orientations productives ou les « ressources-enjeu » (l'eau et la terre puis plus récemment le capital financier).

L'essentiel du matériel de recherche primaire consiste en 513 enquêtes intégrées à un système d'information géographique, le tout consolidé par des sources secondaires. Cette information structurée afin d'être à la fois représentative et significative m'a permis de procéder à des analyses de filières, de systèmes de production et à l'étude de la gestion des ressources naturelles renouvelables de la région, dans un souci d'articulation d'échelles sociales et territoriales, et de mise en perspective historique.

L'essor de la floriculture

La floriculture s'installe dans les zones chaudes et tempérées de l'écosystème montagnard cultivé dont les altitudes varient entre 1500 et 4000 m. Située sur la ligne équatoriale, la région présente des conditions climatiques et pédologiques très diverses, essentiellement influencées par l'altitude, les reliefs, un substrat de cendres volcaniques et les masses d'air provenant de l'Amazonie et de la région côtière. A titre d'illustration de cette diversité des conditions de milieu, la pluviométrie est en moyenne de 1200 mm par an au Sud de Quito alors qu'elle n'est plus que de 350 mm 50 km plus au Nord à la même altitude.

Ces terroirs aux aptitudes agricoles contrastées ont rapidement fait l'objet de stratégies d'accaparement et de régulation des usages de la part des différents groupes sociaux et ethniques. Aujourd'hui, le cloisonnement agro-écologique de la région se double d'une structuration socio-économique où les meilleures parties de l'écosystème, les terres basses et planes, chaudes ou tempérées, hébergent les citadins et les agriculteurs capitalistes des haciendas laitières et des plantations de fleurs, alors que la paysannerie métisse est le plus souvent rejetée sur les versants des cordillères et que les communautés indiennes sont enclavées dans les zones froides d'altitude.

Depuis le milieu des années 1980, l'Etat équatorien, tout en se désengageant des instances régulatrices de l'activité agricole, tend à promouvoir les productions destinées à l'exportation, comme les fleurs fraîches coupées de climat tempéré. L'essor de cette production devient rapidement l'emblème de la réussite d'une politique qui vise à réduire la dépendance des exportations de l'Equateur aux cours mondiaux de seulement cinq produits, le pétrole, la banane, les crevettes, le café et le cacao. La production de fleurs destinées à l'exportation, quasi-inexistante au début des années 1980, représente aujourd'hui une contribution au PIB supérieure à celle du cacao, avec près de 9% du PIB de l'agriculture et de la pêche.

La croissance des exportations de fleurs équatoriennes balbutiante en 1985, s'accélère depuis 1994 et semble se stabiliser ces dernières années. Les fleurs sont essentiellement vendues aux Etats-Unis, pour 70% des exportations. Au début des années 1980, personne n'imaginait que cette région andine, alors largement occupée par de vastes haciendas laitières, deviendrait en 10 ans une région agroexportatrice. L'Equateur est aujourd'hui le troisième exportateur mondial derrière la Hollande et la Colombie, mais se place en première position si l'on considère les seules roses. Les roses représentent plus de la moitié (60 %) des surfaces cultivées, et plus de la moitié des exportations de fleurs. La région de Quito regroupe plus des deux tiers des plantations et 70 % des surfaces dédiées à la floriculture.

Les principaux facteurs ayant permis l'essor de la floriculture d'exportation en Equateur sont la croissance de la demande mondiale, le progrès des technologies de l'information et de la communication, l'ouverture des frontières et les politiques libre-échangistes, le laxisme du droit du travail équatorien mais aussi des législations environnementales et fiscales qui permettent aux gestionnaires de plantations de récupérer la quasi-totalité de leurs bénéfices dans les paradis fiscaux panaméens et Caribéens. La chute du prix des transports aériens, la présence d'un aéroport international et la concentration foncière dans des exploitations peu productives ont également contribué à attirer dans la région des investisseurs, d'abord équatoriens et colombiens, puis de multiples nationalités.

Si la floriculture impose de fortes immobilisations de capital fixe en comparaison de l'agriculture paysanne, les conditions du milieu permettent aux floriculteurs équatoriens une réduction substantielle des investissements et des charges d'exploitation par rapport aux autres régions productrices dans le monde : les serres, non chauffées, sont faites d'une structure de bois ou de métal et sont couvertes de plastiques, alors que les producteurs hollandais doivent utiliser des couvertures de verres et chauffer les serres. Le climat

tempéré limite les attaques phytosanitaires et donc les quantités de pesticides employées, et les 12 heures de lumière quotidiennes toute l'année de cette région équatoriale limitent le recours à l'éclairage nocturne.

Tous ces éléments permettent des réductions des immobilisations de capital fixe et des coûts de production suffisamment importantes pour que le coût du transport aérien nécessaire à l'exportation des fleurs, vers des pays pourtant producteurs, n'empêchent pas les plantations équatoriennes d'être compétitives. A titre de comparaison, les immobilisations de capital fixe nécessaires à la mise en place d'une plantation de fleurs sous serres en Israël s'élèvent à 600.000 \$ US par hectare et à 1.300.000 \$ US par hectare en Hollande, alors qu'elles sont au maximum que de 350.000 \$ US par hectare en Equateur.

Ces plantations emploient une main d'œuvre salariée qui réside dans les communautés paysannes voisines et cultive ses petites parcelles le soir et le week-end. L'analyse historique permet de comprendre comment les administrateurs de plantations pérennisent des stratégies de recompositions foncières et d'accaparement des ressources, notamment de l'eau d'irrigation, et contrôlent des ouvriers paysans doubles-actifs, qui depuis l'époque préincainque produisent pour leur propre compte tout en travaillant dans des exploitations agricoles qui concentrent les moyens de production.

Les faibles coûts de la main d'œuvre constituent un atout fondamental de la région aux yeux des investisseurs étrangers : à titre de comparaison, un travailleur coûte environ 7 \$ par jour à un entrepreneur équatorien alors qu'aux Etats-Unis un patron devra payer la même somme pour seulement une heure de travail. La fleur équatorienne, de très haute qualité, n'apparaît pas seulement comme un produit de contre saison, même si la possibilité de production aux périodes de forte demande hivernale, lors des fêtes de fin d'années ou de la Saint-Valentin en février, permet à l'Equateur de s'imposer sur les marchés occidentaux alors que la production dans l'hémisphère Nord est à son plus bas niveau. Les faibles coûts des consommations intermédiaires énergétiques, dans un pays producteur de pétrole, participent également au succès de la floriculture équatorienne, au même titre que la quasi-gratuité d'une eau d'irrigation, en grande partie contrôlée par de vastes haciendas laitières, et sur les terrains desquelles s'installent les plantations.

Une diversité bien régulière...

Je m'attacherai dans cette deuxième partie à préciser la construction historique de la dualité des structures de production agricoles, qui se met en place dès l'époque préincainque avec des terres exploitées collectivement et dont les excédents étaient destinés aux caciques des communautés. Je distinguerai deux grands mouvements : la concentration foncière et hydraulique associées à l'asservissement des travailleurs dès le XVIe siècle, puis dans un second temps la dissolution du système d'hacienda par redéfinition des rapports de production et le passage au salariat, la recomposition foncière de l'espace cultivé et la main mise des détenteurs du capital sur l'échange, l'information et l'innovation.

La concentration foncière se renforce lors des conquêtes inca et espagnole au XVIe siècle, mais c'est à la fin du XVIIe puis au XVIIIe siècle que l'hacienda trouve ses lettres de noblesses, alors que les grands propriétaires s'approprient la main d'œuvre en donnant aux

indiens l'usufruit d'une parcelle de 1 à 5 ha en contrepartie de leur travail sur les terres de l'hacienda pendant 5 à 6 jours par semaine. La parcelle est alors appelée *huasipungo* et les bénéficiaires sont les *huasipungueros*. Ces *huasipungueros* sont en effet bénéficiaires, dans une certaine mesure, de l'organisation sociale très hiérarchisée dans laquelle les travailleurs sans terre sont dépendants de l'offre de travail que leur feront les haciendas ou les *huasipungueros*, puisque ceux-ci ne peuvent pas cultiver seuls leurs parcelles étant donnée leur obligation de travailler pour l'hacienda.

Le propriétaire de l'hacienda, souvent absent de ses terres, en délègue la gestion à un administrateur assisté d'une équipe de contremaîtres fortement hiérarchisée. Cette division du travail, des droits et des devoirs, contribue à la relative stabilité sociale du système : les contremaîtres et les *huasipungueros* trouvent dans les rapports inéquitables qu'ils entretiennent avec les groupes de travailleurs sans terre qu'ils dominent, une contrepartie à leur asservissement au propriétaire de l'hacienda. Hormis quelques communautés restées libres et ayant conservé le contrôle de leurs terres, les haciendas se trouvent en position de quasi monopole des terres. Leur projet d'enrichissement passe alors par l'asservissement d'un nombre sans cesse croissant de travailleurs et par des stratégies d'appropriation des droits d'eau d'irrigation, par le jeu de procès successifs menés dans les instances judiciaires coloniales acquises à leur cause. Encore aujourd'hui, dans certains territoires 80% des débits d'eau d'irrigation sont sous le contrôle des plantations de fleurs et des haciendas, alors qu'elles représentent moins de 5% des unités de production agricoles.

A partir du XIXe siècle, les haciendas abandonnent la production de laine d'ovin concurrencée par les textiles anglais et se spécialisent dans l'élevage de bovins laitiers. Cette réorientation productive fournit aux grands propriétaires fonciers l'occasion d'une recomposition foncière, en déplaçant les *huasipunguos* sur les versants de fortes pentes ou dans les étages d'altitude, zones qui sont moins favorables à l'élevage bovin que ne le sont les vallées tempérées propices à l'entretien de pâturages, puis à partir du début du XXe siècle à la motomécanisation. Certaines haciendas changent alors radicalement de logique économique. Leurs propriétaires ne recherchent plus l'appropriation foncière et le contrôle d'une main d'œuvre assujettie, mais la maximisation du profit et la valorisation du capital. L'introduction progressive du salariat accélère le mouvement d'intensification de quelques haciendas qui, spontanément, vendent ou donnent les *huasipungos* à leurs travailleurs dès les années 1950.

Dans les années 1960 et 1970, les dictatures militaires équatoriennes reprennent à leur compte ce mouvement, à travers trois réformes agraires, et engagent un processus de redistribution des terres aux travailleurs et de dissolution des rapports de production précapitalistes, par la généralisation du salariat. Les ventes et les cessions de terres restent toutefois très modérées en raison de l'opposition d'une fraction des grands propriétaires qui perdaient leur contrôle sur l'Etat. Ces redistributions foncières, spontanées, ou obligées dans le cadre des réformes agraires, permettent à nouveau aux grands propriétaires foncier de déplacer les paysans sur les terres les plus ingrates, tout en renforçant la concentration des droits d'eau grâce à leur rapidité à revendiquer les concessions que l'Etat attribue dès 1972, et auxquelles les paysans ne peuvent alors plus prétendre. L'impact des réformes agraires est donc considérable, malgré les faibles redistributions. Elles bouleversent la

stratification socio-économique paysanne par des redistributions différenciées selon le statut public ou privé de l'hacienda concernée. Le binôme « travailleurs asservis / propriétaire d'hacienda » s'est converti en clivage « paysans minifundistes / producteurs capitalistes ».

La rémanence d'un antagonisme entre deux classes sociales agricoles se double de traits socio-économiques qui perdurent à travers les transformations agraires : je traiterai ici de la faiblesse des productions maraîchères et fruitières de la région, de son ouverture précoce aux échanges lointains, du contrôle de l'innovation technique par les puissants et de l'encadrement paternalistes des travailleurs par les propriétaires des grandes unités de production.

- La région agricole de Quito aujourd'hui devenue agropolitaine, c'est à dire placée sous l'emprise d'une métropole, ne satisfait pas à la demande alimentaire urbaine dès la consolidation de Quito, dans les premiers temps de la colonisation espagnole. La concentration foncière et hydraulique, qui interdit tout développement agricole paysan, est la principale explication à la rareté des productions maraîchères de la région, qui s'approvisionne en fruits et en légumes dans des terroirs paysans éloignés de Quito.
- La région est très tôt ouverte aux échanges de longue distance de productions, d'intrants, d'équipements, que ce soit le fait d'un régime centralisé comme l'était l'Etat inca, ou dans le cadre des haciendas coloniales, avec la production de textiles et d'aliments destinés aux centres miniers, ou plus récemment dans un contexte du désengagement de l'Etat, avec des productions exportées vers les pays riches par des investisseurs financiers. Mais chaque fois, l'échange reste contrôlé par les puissants, à savoir les propriétaires de la terre, de l'eau et maintenant du capital.
- Les changements techniques majeurs proviennent presque systématiquement d'innovations étrangères importées, qu'il s'agisse de l'hypothétique assimilation de la pelle inca, de l'introduction par les colons espagnols de l'outillage de la culture attelée légère, de l'importation de matériels motomécanisés dès 1920, des perfectionnements des techniques de captage, de transport et de répartition de l'eau à partir de 1945, ou encore de la chimisation des itinéraires techniques et de l'introduction de variétés végétales et de races animales améliorées. Plus récemment, l'essor de la floriculture a induit l'introduction des techniques de culture sous serres dans la région, et de certaines techniques de l'agriculture de précision avec l'informatisation du contrôle des flux et l'automatisation des équipements. Chacune de ces évolutions techniques majeures s'est accompagnée de migrations d'hommes permettant la diffusion de savoirs et de savoir-faire, et chaque transformation des modes d'utilisation du milieu a rendu possible un accroissement démographique, mais les premiers bénéficiaires ont toujours été ceux en mesure d'investir.

Des paysans qui survivent

La troisième partie de ma présentation sera consacrée à l'analyse du clivage actuel entre des paysans doubles actifs et des producteurs capitalistes. Ce schisme commence au sein même des plantations de fleurs dont les administrateurs encadrent une équipe très hiérarchisée, où

chaque sole est placée sous la responsabilité d'un chef de secteur qui rend des comptes à différents techniciens responsables des diverses opérations culturales. Cette division du travail et des responsabilités rappelle les modalités d'administration des haciendas coloniales, et relève d'une bienveillance autoritaire et condescendante qui contribue, au même titre que dans l'hacienda précapitaliste, à tempérer les mouvements sociaux qui pourraient se former : les employés des plantations bénéficient de garderies pour leurs enfants, d'une cantine, de cours de langue et même de morale. Certaines plantations vont jusqu'à diffuser de la musique dans leurs serres. Plus des deux tiers de la main d'œuvre non qualifiée sont des jeunes femmes préférées par les administrateurs, qui leur reconnaissent une certaine méticulosité et une plus grande docilité. Les communautés situées près des terroirs de la floriculture sont traversées de conflits et subissent de profonds bouleversements socio-économiques du fait de la nouvelle autonomie économique des femmes, autonomie dangereusement temporaire puisque ces femmes ne peuvent plus espérer travailler dans les plantations après 40 ans. La double activité paysanne est aussi permise par les embauches dans le secteur de la construction dans les zones en voie d'urbanisation.

En 1999, la floriculture occupe à peine 3400 ha mais fournit près de 40.000 emplois directs dans 320 plantations et 70.000 emplois indirects. Dès 1998, la floriculture crée davantage d'emplois dans les territoires où elle se développe que ceux-ci ne comptaient de travailleurs engagés dans toutes les activités agricoles huit ans auparavant.

Les flux migratoires internes qui étaient essentiellement orientés de la campagne vers la ville tendent à s'inverser et il s'établit des migrations définitives de la campagne rurale vers les espaces urbains, où la floriculture s'étend de proche en proche et marque fortement les paysages par les couvertures de plastiques des serres. Les municipalités, dont l'autorité est renforcée par une loi de décentralisation, déposent des motions répétées pour interdire l'installation des plantations dans le voisinage immédiat de l'habitat construit en raison des pollutions environnementales et des contaminations sanitaires de la floriculture, qui consomme de grandes quantités d'engrais et de produits phytosanitaires. Les prix de la terre agricole irriguée sont multipliés par 6 en monnaie constante en 10 ans entre 1986 et 1996. Le renouvellement de la fertilité de l'écosystème cultivé, qui s'opérait en grande partie dans un cadre régional jusque dans les années 1980, se fait maintenant par des échanges marchands entre contrées lointaines puisque les principaux apports de matières organiques des plantations de fleurs sont les déjections de volailles nourries de farines de poisson et de graines produites sur la côte pacifique. Les conflits sur l'appropriation des eaux d'irrigation se traduisent par des prises d'otages et des vols entre les plantations et les paysans, paysans qui sont à la fois usagers des eaux d'irrigation et salariés des plantations.

La floriculture, vulnérable par de nombreux aspects, est soumise aux caprices des investisseurs qui n'hésiteront pas à se désengager de cette activité si les taux de profits venaient à être moins attractifs que ceux d'un placement financier. L'analyse financière sommaire des plantations de fleurs sous serres et de plein champ m'a permis de montrer la haute rentabilité de la floriculture d'exportation qui révèle des taux de rentabilité interne supérieurs à 20 % et parfois même 30 %, ce qui laisse les administrateurs à l'abri du dilemme d'un choix entre la floriculture et un placement financier en dollar aux taux d'intérêt réels en vigueur. Cependant, les ratios financiers se révèlent très sensibles aux

fluctuations tendanciennes des prix mondiaux et au calage des cycles de production avec le calendrier des époques de fortes demandes telle la Saint-Valentin. Cette situation rend l'activité relativement risquée dans la mesure où une mauvaise synchronisation des calendriers de production peut signifier la faillite de l'entreprise d'une année sur l'autre. En outre, elle témoigne de la forte dépendance de la floriculture aux cours mondiaux et ne donne qu'une faible marge de manœuvre aux investisseurs en cas de baisse tendancielle des cours d'un produit dont la demande est étroitement liée à la croissance économique des pays riches. La floriculture est donc une activité aussi rentable que risquée et incertaine.

Par ailleurs l'Equateur n'est pas l'unique pays détenteur de conditions agro-écologiques et socio-économiques favorables. A long terme, la croissante déréglementation et l'intrusion des productions d'autres pays sur le marché mondial tels le Kenya, l'Inde ou le Mozambique, pourraient entraîner une baisse de la compétitivité des fleurs équatoriennes. Pourtant le contexte social et politique instable de l'Equateur, qui a vu se succéder 7 Présidents de la République en 7 ans dont deux ont été destitués lors de soulèvements populaires, n'effraie pas les investisseurs qui ont continué à investir dans la floriculture équatorienne, au même titre que dans la Savanne de Bogotà où la corruption, la guérilla et la crise sociale et politique ne constituent pas un obstacle à l'essor des productions à haute valeur ajoutée.

On peut donc se demander si la paysannerie est amenée à disparaître. En effet, les structures communautaires qui traversent les transformations agraires et les changements de régimes politiques, regroupent aujourd'hui une paysannerie qui ne pourrait, dans sa grande majorité, survivre de ses seules activités agricoles. La modélisation du revenu agricole par travailleur familial des exploitations paysannes, établie à partir d'enquêtes technico-économiques approfondies, montre que presque tous les paysans obtiennent un revenu inférieur à celui qu'ils peuvent espérer en se salariant dans les plantations de fleurs ou dans le secteur de la construction. La plupart des exploitations paysannes en culture pluviale et qui ne disposent pas d'accès aux prairies naturelles d'altitude ne permettrait pas la seule survie des familles paysannes, si un de leur membre ne vendait pas sa force de travail dans les plantations ou dans le secteur de la construction. Le développement de la floriculture, en induisant une hausse du coût d'opportunité du travail non qualifié, rend les exploitations paysannes encore moins compétitives qu'elles ne l'étaient. Pourtant, l'activité agricole paysanne perdure et les enfants poursuivent l'activité économiquement peu rentable de leurs parents.

En effet, le maintien de leur activité agricole permet notamment aux paysans de :

- sécuriser leur alimentation (au moins pour partie),
- occuper une force de travail familiale qui serait bien en peine d'être salariée dans un marché de l'emploi sélectif (telle les personnes âgées, les enfants, les femmes de plus de 40 ans et les Indiens ne parlant pas ou mal espagnol),
- conserver un patrimoine foncier qui incarne une lutte historique pour l'accès à la propriété privée et qui prend rapidement de la valeur, surtout près des voies de communication et des zones urbanisées.

- préserver une cohésion communautaire par laquelle ils tirent de nombreux avantages, à travers les filières de migrations pendulaires et des liens de solidarité qui restent plus efficaces que la protection sociale publique.

Conclusion : une situation exemplaire

- Exemplaire des politiques promues par les organismes financiers multilatéraux et en particulier le FMI, où des groupes dominés restent politiquement muselés, permettant aux groupes dominants de s'appropriier l'essentiel de la richesse créée à l'échelle de la nation puisque la quasi-totalité des bénéfices s'évapore vers les paradis fiscaux caribéen et panaméen avec la complicité de la Banque Centrale d'Equateur qui autorise l'exportation des fleurs à des prix inférieurs à ceux du marché.
- Exemplaire par la situation de non-développement durable qu'elle représente : temporairement acceptée mais socialement inéquitable, rentable mais économiquement risquée, la floriculture relève des économies d'extraction en compromettant le maintien du potentiel des écosystèmes pour les générations futures, même dans la seule perspective de l'avancée d'un front d'urbanisation de la métropole, puisqu'elle menace la potabilité des nappes phréatiques destinées à l'alimentation de la ville. En ce sens, la diversité des agricultures, ici manifeste, ne me semble pas pouvoir être définie comme une condition de durabilité *a priori*, que cette diversité soit appréhendée au travers des systèmes techniques ou des formes sociales.
- Exemplaire d'une diversité observée à un niveau d'organisation (le petit territoire) qui à certains égards reflète la diversité observée à des niveaux plus englobants (cf. . entre autres les niveaux de concentration du capital et les différentiels de productivité du travail). Ainsi, la situation agraire autour de Quito illustre à l'échelle d'une petite région l'amplitude du spectre économique qui sépare et rassemble les agricultures paysannes des Pays du Sud des formes d'agricultures les plus intensives qui soient au monde.
- Exemplaire d'une diversité « dynamique » qui tout en se renouvelant au travers de plusieurs siècles d'histoire agraire conserve des caractéristiques de dualité sociale prononcée. Les paysans de Quito sont héritiers d'un processus de marginalisation récurrente de l'agriculture familiale (marginalisation politique et dans l'accès aux moyens de production et le partage de la richesse créée), mais qui contribue aussi à la reproduction *a minima* de cette paysannerie (notamment à des fins de « réservoir » de main d'œuvre bon marché).

Ainsi présentée, la dualité contemporaine des structures agraires de la région de Quito pourrait s'interpréter comme une faible diversité en se réduisant à deux archétypes, l'un familial, l'autre capitaliste. Pour autant, la reconnaissance de ces deux familles d'agricultures ne réduit pas la variété des formes et des processus, qu'il s'agisse d'agricultures familiales ou d'agricultures capitalistes. Les types d'agricultures familiales y sont multiples, tout autant fondées sur la mosaïque des conditions de milieu qu'offrent les Andes équatoriales que sur des différentiels d'accès aux moyens de production, aux marchés, ou encore aux diverses formes d'organisations paysannes. De même, les types d'agricultures capitalistes sont variés selon les niveaux de dissociation entre capital et

travail, entre propriété et gestion ou encore selon les formes de contrôle du capital. En mettant l'accent sur l'analyse des formes majeures, au prix d'une simplification de la diversité, j'entendais montrer que le sens historique n'apparaît qu'à des échelles d'analyse temporelles, sociales et spatiales articulées, qui reconnaissent les régularités et les ruptures dans la diversité des agricultures.